

La branche belge d'Al-Qaida démantelée: Malika El Aroud, 'LA' djihadiste belge, interpellée



VOIR LA VIDEO 

Quatorze personnes suspectées d'appartenir à Al-Qaida, dont un homme qui semblait sur le point de commettre un attentat-suicide, ont été interpellées jeudi matin. Parmi eux: Malika El Aroud et son mari, à peine revenu d'un camp en Afghanistan ou au Pakistan !

[Belgique - Faits divers](#) jeu 11 déc, 22:00

Le niveau d'alerte terroriste en Belgique ne sera pas relevé, a annoncé jeudi Peter Mertens du Centre de crise des Affaires étrangères. "Après avoir analysé la situation de façon approfondie, nous avons décidé de ne pas relever le niveau d'alerte terroriste. Les interpellations de jeudi ne changent donc rien ni au niveau national ni pour le sommet européen", explique Peter Mertens. Le niveau 2, sur un total de 4 niveaux, est donc maintenu. Ce niveau, qui est en vigueur depuis longtemps, fait état d'une menace latente.

Claude Moniquet, ce spécialiste en géostratégie bien connu du grand public, rappelle dans une interview accordée à notre confrère Jean-Pierre Martin (*interview à voir en intégralité comme première vidéo au bas de cet article*), que le niveau de menace, lui, reste bel et bien très élevé.

Malika El Aroud, la Belge qui a vécu avec Ben Laden

Les suspects s'étaient entraînés dans des camps en Afghanistan ou au Pakistan

Une enquête indiquait que quatre ressortissants belges seraient devenus membres du groupe M.G. dans la zone Pakistan-Afghanistan depuis fin 2007. Selon l'enquête, les suspects, en liaison avec des "personnes importantes" d'Al-Qaïda, se seraient rendus dans la région pour suivre des entraînements ou participer à des combats.

Trois des quatre suspects s'en sont ensuite retournés en Belgique. Deux d'entre eux étaient de retour depuis quelques mois et étaient surveillés par la police. Le troisième est rentré le 4 décembre 2008 et aurait joué un rôle plus important au sein de l'organisation.

Le 7 décembre, un message dans lequel il était question d'évacuer les femmes et les enfants de sa famille de Belgique a été intercepté. Lors de précédents attentats, il a déjà été question d'une telle évacuation.

On apprend que dans les personnes interpellées se trouvent la Belge Malika El Aroud et son mari. Pour rappel, cette femme est la veuve d'un des assassins du Commandant Massoud, l'homme qui aurait pu aider l'Occident à déjouer les attentats du 11 septembre 2001. « L'assassinat de Massoud et les attentats du 11 septembre sont intimement liés puisque les talibans n'ont autorisé ces attentats qu'à la condition que le commandant Massoud soit éliminé, puisqu'il était celui qui pouvait aider l'Occident à réagir aux attentats depuis l'Afghanistan, » rappelle M. Moniquet. Mais le 9 septembre 2001, Abdessater Dahmane, mari de Malika El Aroud, tue le chef afghan dans un attentat-suicide en compagnie d'autres islamistes).

Pour **Claude Moniquet**, Mme Malika El Aroud, qui avait participé à cet assassinat de Massoud, est au centre de cette nouvelle affaire. « Soit elle est la victime d'erreurs judiciaires tragiques, soit elle est un pivot central de la mouvance jihadiste en Europe. Depuis des années, elle a continué un rôle de propagandiste du jihad via internet et des sites qu'elle anime. Elle a un rôle important de motivation et de recrutement, aujourd'hui, de jeunes jihadistes en Europe. C'est une figure idéologique centrale du jihad. »

Mais si elle a été interpellée, c'est parce que, « apparemment », dans les 3 personnes soupçonnées de préparer l'attentat qui étaient de retour d'Afghanistan ou du Pakistan (*voir encadré*) figure son mari actuel, un extrémiste musulman bien connu : le Tunisien Moez Garsallaou (*à droite sur la photo*).

C'est, selon M. Moniquet, la deuxième ou troisième fois que cette femme est interpellée chez nous. La première fois, elle a été au centre d'une enquête par rapport à sa participation au meurtre de Massoud. Sans compter sa condamnation récente pour propagation de l'islam radical et djihadisme en Suisse. Malika el Aroud qui, de plus, a vécu avec Oussama Ben Laden. « Elle en parle d'ailleurs dans son livre 'Les Soldats de Lumière'. Elle le qualifie de fascinant, un espèce de père pour tout ceux qui l'approchaient. Et Trabelsi en parle dans les mêmes termes, » explique encore Claude Moniquet.

Nizar Trabelsi tirerait les ficelles depuis sa prison belge

Voici un autre terroriste bien connu en Belgique qui serait mêlé à cette préparation d'attentats. En septembre 2007 avaient eu lieu les premières vagues d'arrestations liées à Trabelsi (on parlait à l'époque d'un complot pour son évasion). Mais la police n'avait pas trouvé de quoi inculper les personnes recherchées. « Et aujourd'hui on est en face de gens qui ne sont sans doute pas différents de ceux qui avaient été inquiétés il y a un an. On est dans une mouvance

qui touche directement le cœur d'Al-Qaida puisque Trabelsi avait rencontré Ben Laden et avait reçu directement de sa bouche la mission de commettre des attentats en Belgique et en France, » rappelle l'expert.

Mais comment Trabelsi, qui pour rappel est libérable presque d'un jour à l'autre, peut-il être mêlé à ça alors qu'il est en prison ? Explications de M. Moniquet : « Je suis assez frappé des avocats de Trabelsi qui se plaignent des conditions de détention de leur client en ces termes : 'inhumain, qu'il peut rien faire, voir personne'. Alors qu'on voit qu'il a une influence directe sur certaines choses, donc qu'il a des contacts. Comment se font ces contacts ? Est-ce qu'il y aurait des conditions de détention différentes de ce qu'expliquent les avocats, un certain laxisme puisqu'on se dit qu'il n'est plus dangereux, qu'il est en bout de peine et qu'on le laisserait donc avoir les contacts téléphoniques qu'il veut ? »

La police a stoppé son enquête et les a interpellés à cause de l'attentat-suicide imminent alors qu'un sommet européen s'ouvrait à Bruxelles

"Nous ne savons pas où cet attentat-suicide était envisagé, il pourrait s'agir d'une opération au Pakistan ou en Afghanistan, mais il ne pouvait être totalement exclu que la Belgique ou l'Europe puissent avoir été une cible", a déclaré le procureur fédéral Johan Delmulle alors qu'un sommet de l'Union européenne s'ouvrait à Bruxelles.

Selon des informations très récentes parvenues aux enquêteurs, a-t-il expliqué, le suspect avait "reçu le feu vert pour exécuter une opération dont il estimait qu'il ne reviendrait pas" et "avait dit adieu à ses proches, parce qu'il voulait aller au paradis avec la conscience tranquille". Il est par ailleurs question d'une vidéo, apparemment une vidéo d'adieux, qu'un coordinateur aurait par la suite fait parvenir à ses proches.

"Ces informations, liées au fait que le sommet européen se déroule en ce moment à Bruxelles ne laissent évidemment pas d'autres choix que d'intervenir aujourd'hui", a ajouté M. Delmulle, qui a indiqué que 242 policiers avaient pris part à 16 perquisitions à Bruxelles et à une à Liège.

Lors de cette même opération, 11 autres personnes ont été interpellées pour audition. De nombreux ordinateurs et documents ont été saisis. Aucune arme ou explosif n'a en revanche été découvert.

Le parquet se refuse à confirmer que l'enquête est liée aux arrestations de septembre 2007 pour l'évasion de Trabelsi

L'enquête, décrite comme "la plus importante" sur le terrorisme en Belgique, est liée à un groupe d'islamistes belges ayant suivi des entraînements ou participé à des combats dans la zone Afghanistan-Pakistan, en liaison avec des "personnes importantes" d'Al-Qaïda, selon le parquet fédéral.

Ouverte depuis décembre 2007, l'enquête, qui implique 83 enquêteurs de façon permanente, pourrait avoir un lien avec l'intervention de la police le 21 décembre 2007 dans l'affaire Nizar Trabelsi. Un groupe aurait en effet projeté d'aider Nizar Trabelsi à s'évader, mais il a été intercepté par la police. C'est l'enquête sur ces suspects qui a mis les enquêteurs sur la piste du groupe démantelé jeudi.

L'enquête aurait démontré que cette intervention a permis d'éviter un attentat à Bruxelles. Le niveau de menace terroriste élevé en décembre 2007 aurait poussé le groupe à annuler son action. Les perquisitions du 21 décembre auraient ensuite perturbé ses projets.